

En France, le dessin animé recrute toujours

En 2019, l'emploi dans le secteur a atteint son plus haut niveau avec 7 700 salariés, selon l'étude annuelle d'Audiens. Les cycles longs de cette profession lui ont permis de ne pas être trop affectée par la crise.

Par [Nicole Vulser](#)

Article réservé aux abonnés

« *Cherche une centaine de techniciens pour réaliser des séries d'animation. Lieux de travail : Paris ou Angoulême. Prise de fonction immédiate.* » Eh oui ! Dans ce marasme culturel où des pans entiers de l'économie restent à l'arrêt, le dessin animé recrute toujours.

Le studio Superprod va augmenter ses effectifs de 150 à 250 salariés. Selon son cofondateur, Jérémie Fajner, ces embauches permettront d'honorer les deux dernières commandes signées avec Netflix : une série d'animation d'aventure fantastique, *Spirit Rangers*, sur les Amérindiens ; et *Ghee Happy*, signée par le réalisateur-illustrateur Sanjay Patel, qui réinterprète avec humour les superpouvoirs des divinités hindoues.

Lire aussi [Le cinéma d'animation, une success story à la française](#)

« *Nous avons un studio intégré, avec une trentaine de contrats à durée indéterminée et des intermittents qui travaillent au long cours, de dix-huit à vingt-quatre mois pour une série et bien davantage pour un film* », détaille M. Fajner. De son côté, Jacques Bled, président d'Illumination Mac Guff, filiale d'Universal Pictures et principal employeur du secteur en France avec 850 personnes, cherche aussi « *70 à 80 techniciens pour le début de l'année prochaine à Paris* ».

« **Tendance à moyen et long terme** »

Ses équipes travaillent déjà sur quatre films destinés à la major hollywoodienne et vont en démarrer un cinquième. « *Pendant les confinements, les équipes ont pu faire du télétravail. Nous n'avons pas été coincés par des problèmes de tournage. Au pire, les dates de sortie des*

films seront un peu décalées, mais cela n'affecte pas le processus de production », explique-t-il.

Selon Stéphane Le Bars, délégué général d'AnimFrance – qui fédère plus de 60 sociétés de production et studios d'animation –, « *c'est parce que notre secteur obéit à des cycles longs, avec deux ans pour financer les projets, autant pour réaliser une série, qu'il n'a pas été trop touché par la crise sanitaire* ». A ses yeux, « *la création d'emplois dans le secteur restera la tendance à moyen et long terme* ».

Lire le compte-rendu : [Disney mise désormais plus sur le streaming que sur les salles de cinéma](#)

Mercredi 9 décembre, lors de rencontres organisées par Magelis, le pôle image d'Angoulême (Charente), Philippe Degardin, responsable des statistiques du groupe de protection sociale de la culture Audiens, a affirmé que « *l'emploi a atteint dans l'animation française son plus haut niveau l'an dernier dans les 133 studios spécialisés en films d'animation* ». Selon Audiens, le secteur compte près de 7 700 salariés (+ 4 %). Signe de dynamisme, en cinq ans (2015-2019), 2 300 emplois ont été créés. Les salariés engagés en contrat à durée déterminée d'usage (CDUU) représentent 85 % des effectifs.

A noter, l'animation recrute beaucoup de jeunes à leur sortie d'école, et de plus en plus de jeunes femmes. Celles-ci représentent près d'un tiers des effectifs dans le story-board et l'animation. Si les studios restent majoritairement implantés en Ile-de-France, les régions ont beaucoup investi, en favorisant l'installation de studios et d'écoles en Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France. Parallèlement, l'animation a été fortement relocalisée en France grâce à un faisceau de crédits d'impôts bénéfiques au secteur.

Vers une crise à retardement ?

Ces mesures ont dopé la production. Selon Benoît Danard, directeur des études, des statistiques et de la prospective au Centre national du cinéma (CNC), en 2019, deux cent quatre-vingt quinze heures d'animation ont été produites pour la télévision, à un prix élevé (805 000 euros de coût horaire, proche de celui de la fiction). Ce qui s'explique selon lui par « *une montée en gamme qui nécessite des technologies plus sophistiquées et coûteuses, et par la relocalisation de la production dans l'Hexagone* ».

Les aides au secteur sont plus encadrées et généreuses à la télévision qu'au cinéma. Dix films d'animation ont été produits l'an dernier, pour 88 millions d'euros, et en 2020 le CNC en a déjà agréé quatorze. La crise va-t-elle secouer à retardement ce secteur ? Stéphane Le Bars redoute une chute des recettes publicitaires des télévisions, qui entraînera mécaniquement une baisse de leurs obligations d'investissement dans l'animation. L'arrêt de la chaîne pour enfants France 4 – le plus gros diffuseur de dessins animés avec six mille six cent dix-huit heures en 2019 – a certes été reporté d'un an, et France Télévisions s'est engagée à maintenir ses investissements jusqu'en 2022. Mais, selon M. Le Bars, les programmes risquent de perdre en visibilité.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi [Audiovisuel : le gouvernement tente de faire passer à la caisse Netflix et les autres plates-formes](#)**

Plus que jamais, la santé de l'animation semble liée aux gros donneurs d'ordre américains comme Disney ou Universal, qui allouent du travail aux studios, et il faut désormais compter avec Netflix ou Amazon Prime. La transposition de la directive sur les services de médias audiovisuels (directive SMA) et ses obligations d'investissements dans la création donneront le « la » de la croissance.

Nicole Vulser